

Invitation à la presse - Action publique ING 23 octobre 2018 – Marnix Bruxelles

La banque ING continue de financer des plantations d'huile de palme controversées

Alors qu'ING lance une campagne sur l'investissement durable (« c'est bien pour votre avenir et le mien »), un groupe d'ONG dénonce publiquement aujourd'hui ces financements à des entreprises productrices d'huile de palme, telles que SOCFIN, qui vont à l'encontre des engagements sociaux et environnementaux de la banque.

« Sur papier la banque s'engage à respecter toute une série de critères sociaux et environnementaux, notamment dans des secteurs sensibles tels que l'huile de palme. Mais dans la réalité, nous avons pu constater que ces engagements ne sont pas respectés et passent loin derrière les soucis de rentabilité » déclare Florence Kroff au nom du collectif d'ONG.

Depuis deux ans, les ONG ont engagé un dialogue avec ING à propos des services financiers octroyés à l'entreprise SOCFIN, une entreprise agroindustrielle belgo-luxembourgeoise, spécialisée dans les plantations de palmiers à huile et d'hévéas (caoutchouc). Les impacts des activités de SOCFIN sur les droits des communautés et les risques environnementaux ont été largement documentés dans de nombreux rapports d'ONG et d'experts (voir notamment farmlandgrab.org, grain.org, fian.be, projet-react.org).

Une représentante de l'organisation MALOA qui défend les droits des communautés affectées par SOCFIN en Sierra Leone témoigne : *« SOCFIN est arrivé en 2011 et a accaparé 18.000 ha de nos terres. Nos chefs n'ont pas eu le choix. A présent nos villages sont entourés de palmiers. Nous n'avons plus de terres pour cultiver notre nourriture. Nous n'avons plus d'argent pour envoyer nos enfants à l'école. Nos leaders sont criminalisés et beaucoup de jeunes sont en prison car ils sont accusés à tort de voler des noix de palme »*. Des situations similaires se reproduisent dans les autres plantations de SOCFIN au Cameroun, en Côte d'Ivoire, ou au Liberia.

ING prétend appliquer des standards internationaux reconnus et se réfère par exemple aux standards de la Banque Mondiale. Or la Banque Mondiale elle-même a refusé d'octroyer un prêt de 150 millions d'euros en 2016 à SOCFIN, constatant notamment des écarts importants entre les pratiques de l'entreprise et les principes de bonnes pratiques internationales. Cette décision de la Banque Mondiale suivait également les recommandations du Point de Contact National belge de l'OCDE pour les entreprises multinationales. Ces [recommandations](#) invitaient les autorités et les partenaires de SOCFIN à « exercer une diligence raisonnable approfondie » suite à des manquements constatés dans les opérations de SOCFIN au Cameroun et au manque de coopération de l'entreprise.

Quelques mois plus tard, ING annonçait toutefois avoir assisté SOCFIN dans l'émission d'un emprunt obligataire de 80 millions €. Ce soutien financier vient s'ajouter aux nombreux autres crédits octroyés par ING aux groupes SOCFIN et Bolloré (deuxième principal actionnaire de SOCFIN), tel que le révèle le [récent rapport de Milieudéfense](#) sur les investissements des banques néerlandaises dans l'huile de palme controversée.

Dans sa réponse aux interpellations des ONG, les représentants d'ING ont affirmé que les critères sociaux et environnementaux avaient été appliqués à SOCFIN et que l'entreprise avait répondu à

toutes leurs questions « de manière pleinement satisfaisante ». ING serait même en train de considérer l'octroi d'un nouveau prêt de 15 millions € à SOCFIN.

Cette position d'ING est d'autant plus étonnante que le Président de SOCFIN et quatre cadres du groupe viennent d'être condamnés pour corruption active d'une haute fonctionnaire guinéenne par le Tribunal correctionnel de Bruxelles (29 juin 2018).

« ING refuse de répondre à nos questions concernant la responsabilité sociale et environnementale de SOCFIN en prétextant systématiquement le secret bancaire. » déclare Sébastien Mortier de Fairfin. Mais si SOCFIN passe l'examen des [critères sociaux et environnementaux d'ING](#) comme une lettre à la poste, quelle entreprise serait recalée ? En tout cas pas l'entreprise Wilmar, le géant de l'huile de palme, et autre client d'ING, dont les mauvaises pratiques sont fréquemment dénoncées par les ONG, comme dans cette enquête sur les violations de droits humains par [Amnesty international](#) et tout récemment encore dans un [rapport de Greenpeace](#).

Pour les ONG, il est temps de fixer une ligne claire et d'exclure les investissements dans l'huile de palme controversée. ING doit cesser tout nouveaux financements au groupe SOCFIN, responsable d'accaparement de terres et d'abus de droits humains.

Les clients, employés et citoyens concernés peuvent s'informer et envoyer une plainte à ING via www.greenwash-ing.be

--Fin du communiqué--

Plus d'info :

Signataires :

- AEFJN
- CNCD-11.11.11
- Entraide & Fraternité
- FairFin
- FIAN Belgium
- Financité
- Friends of the Earth Europe
- GRAIN
- MAP
- Milieudéfensie
- Oakland Institute
- Oxfam Solidarity
- ReAct
- SOS Faim

Contact presse :

- FR : Florence Kroff – florence@fian.be - +32 475 845624
- NL : Sébastien Mortier - sebastien.mortier@fairfin.be - +32 479 317276
- EN : Danielle van Oijen - danielle.van.oijen@milieudéfensie.nl - +31 634019215

Information sur l'action publique du mardi 23 octobre :

- Lieu ? ING (Marnix) - Avenue Marnix 24, 1000 Bruxelles
- Heure ? de 12h30 à 13h30
- Quoi ?

- Action symbolique devant le siège de la banque ING
- Prise de paroles des communautés affectées (Fassia Vandy – MALOA – Sierra Leone) et des ONG en soutien
- Distribution de tracts au public
- Lancement du site www.greenwash-ing.be (attention, la version officielle ne sera accessible qu'au moment de l'action – le 23/10 à 12h)

Information sur la rencontre ouverte avec les représentants :

- Lieu ? Mundo B - Rue d'Edimbourg 26, 1050 Ixelles
- Heure ? de 14h30 à 15h30
- Quoi ? **Rencontre – Témoignage sur l'impact des activités de l'entreprise SOCFIN sur les droits humains des communautés locales en Sierra Leone** : Atelier d'échange et témoignages avec Fassia Vandy, représentante de l'organisation MALOA qui défend les droits des communautés affectées par l'entreprise SOCFIN (financée par ING) en Sierra Leone, Joseph Rahall (directeur de l'ONG sierra léonaise Green Scenery) et les ONGs en soutien.

LA BANQUE ING PIÉTINE

SA PROPRE POLITIQUE D'INVESTISSEMENT DURABLE

LES DROITS HUMAINS DES PAYSAN-NE-S

LA CONFIANCE QUE LUI ACCORDE SES CLIENTS

